

CE MONDE QUI BOUGE

Palestine, ces villages oubliés, Tunisie et Roumanie

Villages oubliés de Palestine. Il y a, comme on dit, des faits, des images qui nous parlent et qu'on ne saurait, au nom de je ne sais quoi, enterrer dans un coin de notre mémoire, faire comme si... Jaloud, Burin, Yanoun, Khirbet Zanouta et d'autres petites localités palestiniennes ne vous disent peut-être rien. Yanoun, à 8 km de Naplouse, 80 habitants – les autres ont été expulsés par la force en 2002 – village entouré par six colonies juives, résiste surtout grâce à ces jeunes pacifistes israéliens (belle image de fraternité) qui affrontent les colons qui veulent occuper le village. Région de Naplouse, toujours à Jaloud : après avoir confisqué 2 000 ha de terres, les militaires israéliens interdisent à ses habitants de cultiver les terres qui leur restent. Et quand ça ne suffit pas, l'occupant israélien, qui ne manque jamais d'imagination, instrumentalise les fouilles archéologiques à des fins d'expropriation. Les habitants de Khirbet Zanouta, petite localité du sud de la Cisjordanie, sont sommés de quitter leurs habitations sous prétexte de fouilles à mener ! Et ce n'est pas fini. Lundi dans la soirée, la Knesset (Parlement israélien) a adopté par 60 voix contre 52, une loi abjecte, rendant légales les terres occupées illégalement par des colons... Après ça, il y en a qui se demandent encore ce qui pousse certains jeunes Palestiniens, voyant disparaître sous leurs yeux la Cisjordanie et le rêve d'un Etat palestinien où ils pourraient vivre et circuler librement, aux actes les plus extrêmes. Actes qui retiennent plus l'intérêt des médias occidentaux que le sort de tout un peuple sans patrie depuis plus de 60 ans.

Autre image qu'on ne peut ranger au fond d'un tiroir, celle de ces centaines de milliers de Tunisiens lors des obsèques du militant progressiste et figure de proue de la gauche tunisienne, Chokri Belaïd, assassiné, il y a quatre ans, le 6 février 2013. Ce jour-là, les obsèques de Belaïd s'étaient transformées alors en un gigantesque rejet des islamistes et notamment du gouvernement dirigé par Hamadi Jebali, numéro deux d'Ennahdha. Moins d'un an après la mort du militant de gauche, une nouvelle Constitution où l'islam n'est pas religion d'Etat est adoptée. Un gouvernement dirigé par le technocrate Mehdi Jomaa est nommé. Fin décembre 2014, Beji Caïd Essebsi remporte l'élection présidentielle contre le Président sortant Moncef Marzouki soutenu par Ennahdha. Et lundi dernier, quatre ans après, Béji Caïd Essebsi inaugure, au centre-ville de Tunis, une place au nom de Chokri Belaïd. Malgré l'hommage rendu au défunt, la lumière reste à faire sur son assassinat.

Roumanie. Qui a dit que les peuples sont passifs et ne font pas l'Histoire ? Pour la huitième fois consécutive, plus exactement depuis le 1^{er} février, la capitale roumaine est le théâtre de gigantesques manifestations.

Près d'un million de personnes dans la rue rien que pour la journée de dimanche et plusieurs centaines de milliers depuis lundi. Objet de la colère des Roumains, l'adoption en catimini par le gouvernement social-démocrate d'un décret d'urgence visant à adoucir la législation anticorruption qui met de fait de nombreux hommes politiques corrompus à l'abri des poursuites judiciaires lancées par le parquet roumain. Le cas roumain est significatif en ce sens que des électeurs ayant voté pour un parti et des hommes se sont sentis trahis.

Les hommes qu'ils ont élus, une fois au pouvoir, ont vite rangé au placard leurs belles promesses et leurs engagements pour faire autre chose, oubliant que le peuple ne leur a pas délivré un chèque en blanc, et qu'ils ont des comptes à rendre.

Pour conclure. Si des millions d'Américains s'opposent à Donald Trump parce qu'il bafoue les principes fondateurs d'une nation qui s'est construite sur des vagues successives d'immigration, et si des Roumains manifestent aujourd'hui pour que leur vote ne soit pas trahi, c'est aussi et surtout pour exprimer publiquement et rappeler à leurs dirigeants que, sans le respect des fondamentaux de l'Etat de droit, un pays ne peut avancer. Et, partant, éviter qu'il évolue vers une démocratie, à savoir un modèle d'Etat autoritaire populiste ayant les apparences d'une démocratie - un pluralisme de façade, la tenue d'élections...- soutenue par une frange de la société.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.comINCRIMINÉS PAR LA JUSTICE ET REJETÉS
PAR LA SOCIÉTÉ

67% des repris de justice récidivent

Les repris de justice subissent d'innombrables pressions au sein de la société algérienne, ils sont non seulement rejetés par leur cercle familial et professionnel mais constituent également la cible privilégiée de la justice.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – C'est toute cette tension qui pèse sur les repris de justice et qui les pousse à récidiver au taux de 67%, a soutenu Ammar Hamdaoui, avocat et fondateur de la Fondation civile pour la réinsertion des repris de justice et la lutte contre la récidive (FCRLR) qui compte aujourd'hui plus de 4 380 adhérents au niveau national.

Cette récidive s'explique par le fait que l'ancien détenu est plus «compris» dans l'établissement de redressement dans lequel il était qu'au sein de la société qui le nie ou le réprime, explique l'intervenant au forum du quotidien *El Moudjahid*.

L'avocat s'étonne que les autorités se vantent de la mise en service de 99 prisons en 2014 alors qu'il s'agit là d'un indicateur

d'une dégradation de la situation sociale. Il est vrai que des systèmes de formation sont disponibles au niveau des maisons de redressement mais les détenus qui en bénéficient ne peuvent pas faire valoir leurs diplômes auprès des entreprises après leur libération. Et ce, car les structures de réinsertion ne jouent pas convenablement leur rôle.

«L'étiquette de criminel reste collée au dos des repris de justice même s'ils ont été condamnés à tort ou qu'ils ont réellement envie de changer», a rapporté A. Hamdaoui dont la Fondation a contribué à la réinsertion de plus de 2 000 personnes.

Cette mentalité répressive des repris de justice est valable au sein de la société comme au niveau de la justice. Le casier judiciaire de ces derniers



Photo : DR

Toute une tension qui pèse sur les repris de justice.

est souvent utilisé comme référence ou preuve lorsqu'ils comparaissent devant les magistrats en tant que supposés suspects ou accusés alors que chaque cas doit être pris en considération à part entière et avec objectivité, a-t-il déploré. Si la justice s'est modernisée en matière de matériels et de construction, il n'en est pas de même pour «sa mentalité et sa façon

d'être». Par ailleurs, la FCRLR a été ravie d'annoncer la mise en place prochaine d'un Centre pilote d'accueil, d'écoute, de prise en charge et de réinsertion des repris de justice à Alger, une première dans le genre, en collaboration avec le ministère de la Solidarité et d'autres institutions publiques d'ordre sécuritaire notamment.

N. B.

LA RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE :

La dernière ligne droite

Dans l'une des principales réformes contenues dans la feuille de route de Tayeb Louh et portant réforme du code de procédure pénale figure la loi relative à la réforme du tribunal criminel. Selon son initiateur, la réforme du tribunal criminel entre dans le cadre de la promotion des droits de l'Homme, domaine dans lequel l'Algérie a réalisé de grands progrès.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réforme du tribunal criminel est désormais «imminente» et verra l'introduction du double degré de juridiction. Ainsi, le tribunal criminel, qui est une juridiction statuant en premier et dernier ressort au niveau de la cour d'appel et qui n'offre aucune possibilité de recours autre que celle du pourvoi en cassation, est qualifié «d'une anomalie flagrante».

Ainsi, l'auteur d'une simple contravention bénéficie du double degré de juridiction (tribunal et cour d'appel) ainsi que d'un droit de recours devant la Cour suprême, ce qui n'est pas le cas pour celui qui est poursuivi aux assises.

L'idée avait été déjà avancée par le directeur général du Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ). En effet, selon un haut cadre du ministère de la Justice, «le double degré de juridiction est une

nécessité du fait qu'il permet d'assurer le droit de la défense et l'équilibre de la protection de la société».

Selon le directeur général du CRJJ, trois instruments internationaux en relation avec les droits de l'Homme que sont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte africaine des droits de l'Homme et la Charte arabe des droits de l'Homme, ont poussé «l'Algérie à faire preuve de sa volonté de s'inscrire dans la logique du respect de ce droit».

Dans sa note de présentation, le Centre de recherche juridique et judiciaire avait motivé son projet par trois axes. Il s'agit du pourquoi de la réforme, du double degré de la juridiction, du jury populaire et de la motivation du jugement.

L'avocat Miloud Brahimi, qui a de tout temps plaidé pour l'introduction du double degré de juridiction pour le tribunal criminel, avait indiqué que cette disposition «est un principe consacré par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipule que toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation conformément à la loi».

Pour un autre avocat, en l'occurrence le professeur en droit M. Mohamed Mentalechta, «les

jugements du tribunal criminel sont prononcés sur la base de l'intime conviction et la loi ne demande pas de comptes aux juges sur les moyens avec lesquels ils se sont convaincus, alors que dans les domaines correctionnel et contraventionnel qui représentent des faits moins graves, les décisions sont motivées».

L'autre axe sur lequel les débats seront denses est relatif à la composition du tribunal criminel. Dans son article 146, la Constitution algérienne cite la participation des membres du jury dans la composition du tribunal criminel. Mais de l'avis d'un grand nombre de spécialistes de la question judiciaire, le tribunal criminel chargé d'examiner les crimes les plus graves compte un jury populaire «non professionnel, pour qui la loi n'exige que la capacité de savoir lire et écrire». En plus, la participation des jurés par tirage au sort ne peut assurer une adéquation entre les aptitudes du jury tiré au sort et la complexité de l'affaire.

Le professeur Mentalechta s'est dit contre la suppression du jury populaire, tout en plaidant pour la révision à la hausse du nombre de cette composante afin de permettre au président du tribunal criminel de jouer le rôle de régulateur et d'instaurer un débat entre les différents protagonistes».

A. B.